



© OFB

Rôle et appui des services de l'Etat et de l'OFB sur ERC

Regards croisés de la DDTM 35 et de l'OFB



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

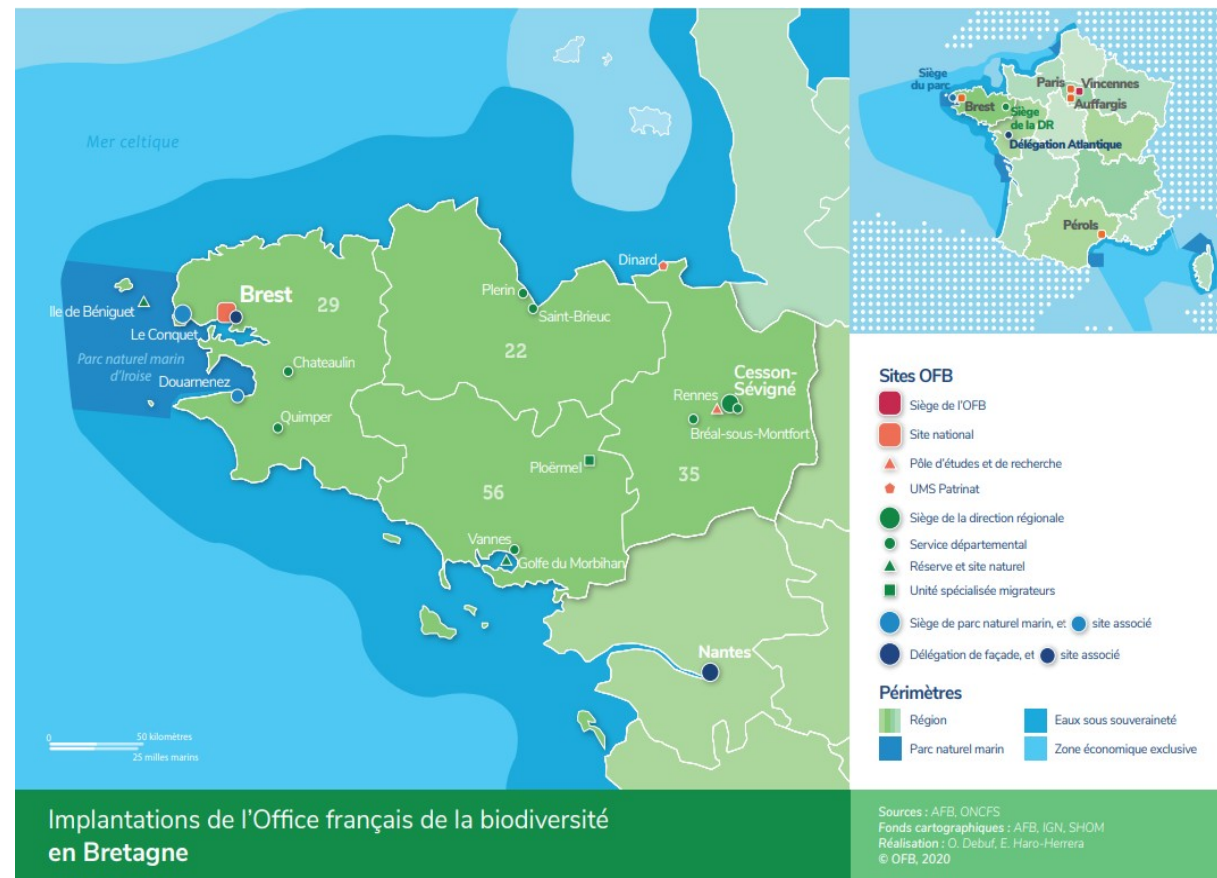
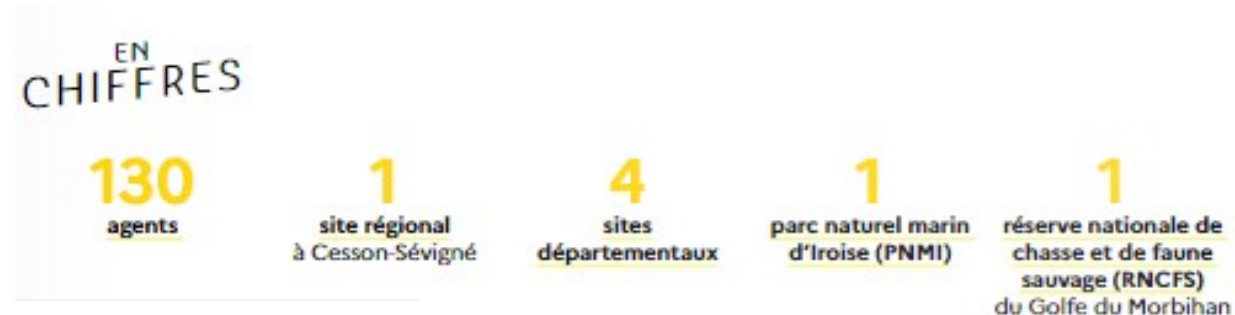
Direction Départementale des Territoires et de la Mer d'Ille et Vilaine
Direction Bretagne de l'Office Français de la Biodiversité

**Séminaire sur l'application
de la séquence « Eviter-Réduire-Compenser » en Bretagne
14 octobre 2022**



L'OFB en Bretagne

Un établissement public dédié à la protection et la restauration de la biodiversité en métropole et dans les Outre-mer, **sous la tutelle des ministères de la Transition écologique et de l'Agriculture et de l'alimentation.**



4 missions complémentaires :

- **la connaissance**, la recherche et l'expertise sur les espèces, les milieux et leurs usages,
- **la police** de l'environnement et la police sanitaire de la faune sauvage,
- **l'appui** à la mise en œuvre des politiques publiques, l'appui aux acteurs et la mobilisation de la société,
- **la gestion** et l'appui aux gestionnaires d'espaces naturels.

La DDTM d'Ille-et-Vilaine

Parmi les missions régaliennes

Guichet d'instruction
et de contrôle Police de l'Eau
des IOTA

Guichet d'instruction et de
contrôle des dérogations
« Espèces protégées »



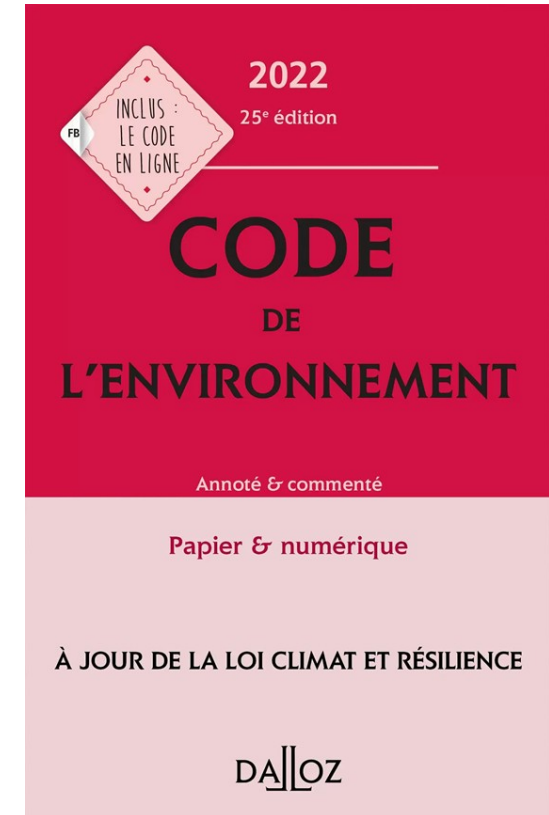
Parmi les différentes missions en matière d'eau et de la biodiversité exercées pour le compte du préfet

- **l'instruction et le contrôle administratif** des installations, ouvrages, travaux, aménagements susceptibles d'avoir un impact sur l'eau (Police de l'Eau des IOTA) ou la biodiversité (Police de la Nature)
- **la coordination des politiques publiques de l'eau et de la nature**, des services de l'État et de ses établissements publics, au sein de la Mission inter-services de l'Eau et de la Nature (MISEN), présidée par le préfet
- **la contribution à l'avis de la DDTM sur les documents d'urbanisme** (note d'enjeux, porter à connaissance, contrôle de légalité)



A quels types de projets la séquence ERC s'applique-t-elle au titre du code de l'environnement ou du code forestier ?

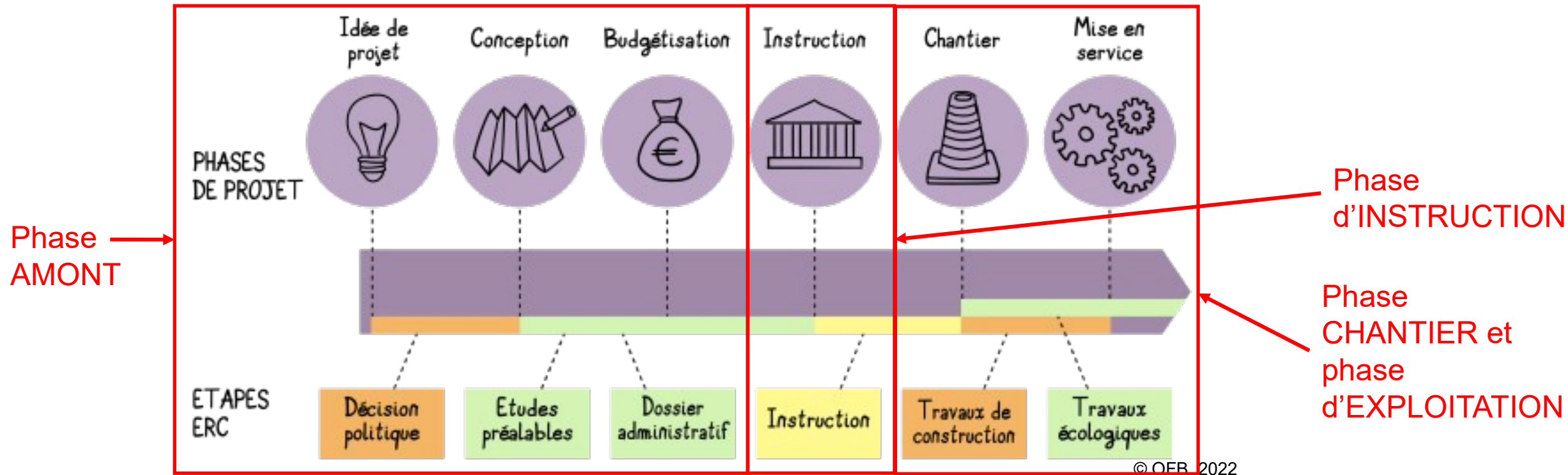
- Installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) ayant une incidence sur l'eau
- Atteintes aux espèces protégées (individus, habitats ou corridors de déplacement)
- Incidences sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000
- Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- Impacts sur l'environnement de projets d'aménagement du territoire
- Défrichement (*code forestier*)



ERC
biodiversité

Centre de ressources pour la mise en oeuvre de la séquence
Eviter - Réduire - Compenser, volet biodiversité

Les différentes étapes d'un projet



- Les autorités administratives en charge de **l'instruction des demandes d'autorisation** sont les services déconcentrés de l'Etat représentés par les **DDTM, DREAL et DDPP**, pour le compte du préfet.
- Lors de l'instruction, les autorités administratives **consultent** des organismes ou des instances, afin de récolter des avis destinés à les éclairer : ONF, **OFB**, CNPN ou l'Autorité environnementale par exemple.
- Après l'instruction, une décision est prise, sous forme **d'arrêtés** et de prescriptions vis-à-vis des maîtres d'ouvrages, responsables de l'application des prescriptions.

La complémentarité des services

Focus sur l'autorisation environnementale IOTA et les dérogations espèces protégées (EP)

Des décisions administratives relevant de la compétence du préfet

- La DDTM, **service instructeur** et pilote de la procédure d'instruction

- * *Garant du respect de la procédure*
- * *Pilotage de la procédure et des différents services contributeurs*
- * *Instruction technique du projet et des mesures d'évitement, de réduction et de compensation*
- * *Proposition de mise à enquête publique ou de rejet*
- * *Rédaction de la décision d'autorisation et des prescriptions relatives aux mesures ERC ou du rejet*

- L'OFB, un des **services contributeurs** à l'instruction

- * *Appui technique au service instructeur sur la phase amont*
- * *Rédaction d'avis techniques sur demande du service instructeur*
- * *Proposition de rédaction de prescriptions sur demande du service instructeur*



Les avis techniques rédigés par l'OFB

Rédigés sur les **modalités techniques** de réalisation d'un projet à partir :

- des connaissances **locales** des agents de terrain de l'OFB,
- des connaissances **techniques et scientifiques** disponibles,
- de **spécialistes** sur différents domaines de compétences (continuité écologique, hydromorphologie, zones humides, ...).



© OFB



- Caractéristiques du projet,
- **Etat initial** de la biodiversité,
- Pertinence des mesures **ERC** => y compris lors de la phase chantier et en phase d'exploitation,
- Pertinence des **mesures de suivis**,
- Analyse de le **compatibilité** avec les documents de planification.



Avis **consultatif**

Avis bancarisé sous l'outil **PatBiodiv**

Transmis au **service instructeur**

Diffusable sur demande (L. 124-1 à L.124-8 du CE)

La complémentarité des services

Focus sur l'autorisation environnementale IOTA et les dérogations EP

- Quelques rappels sur l'autorisation environnementale et ERC

Article R181-43 du code de l'environnement

L'arrêté d'autorisation environnementale fixe les prescriptions nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4. Il comporte notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation et leurs modalités de suivi qui, le cas échéant, sont établies en tenant compte des prescriptions spéciales dont est assorti le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable en application de l'article R. 111-26 du code de l'urbanisme.[...]

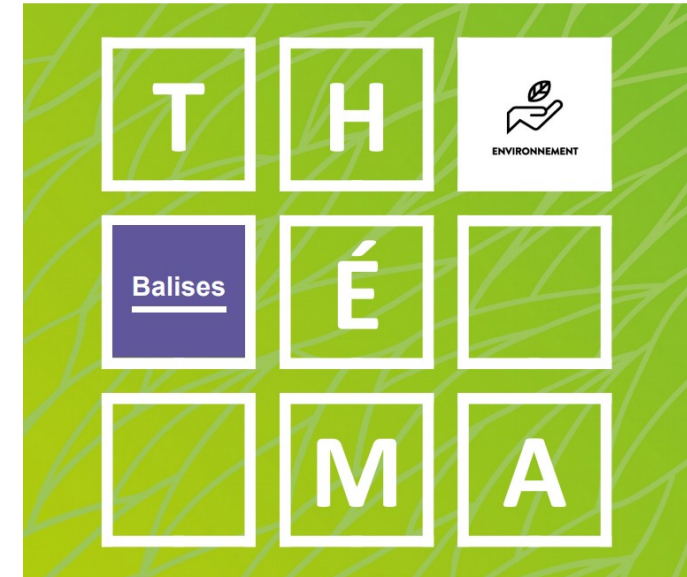
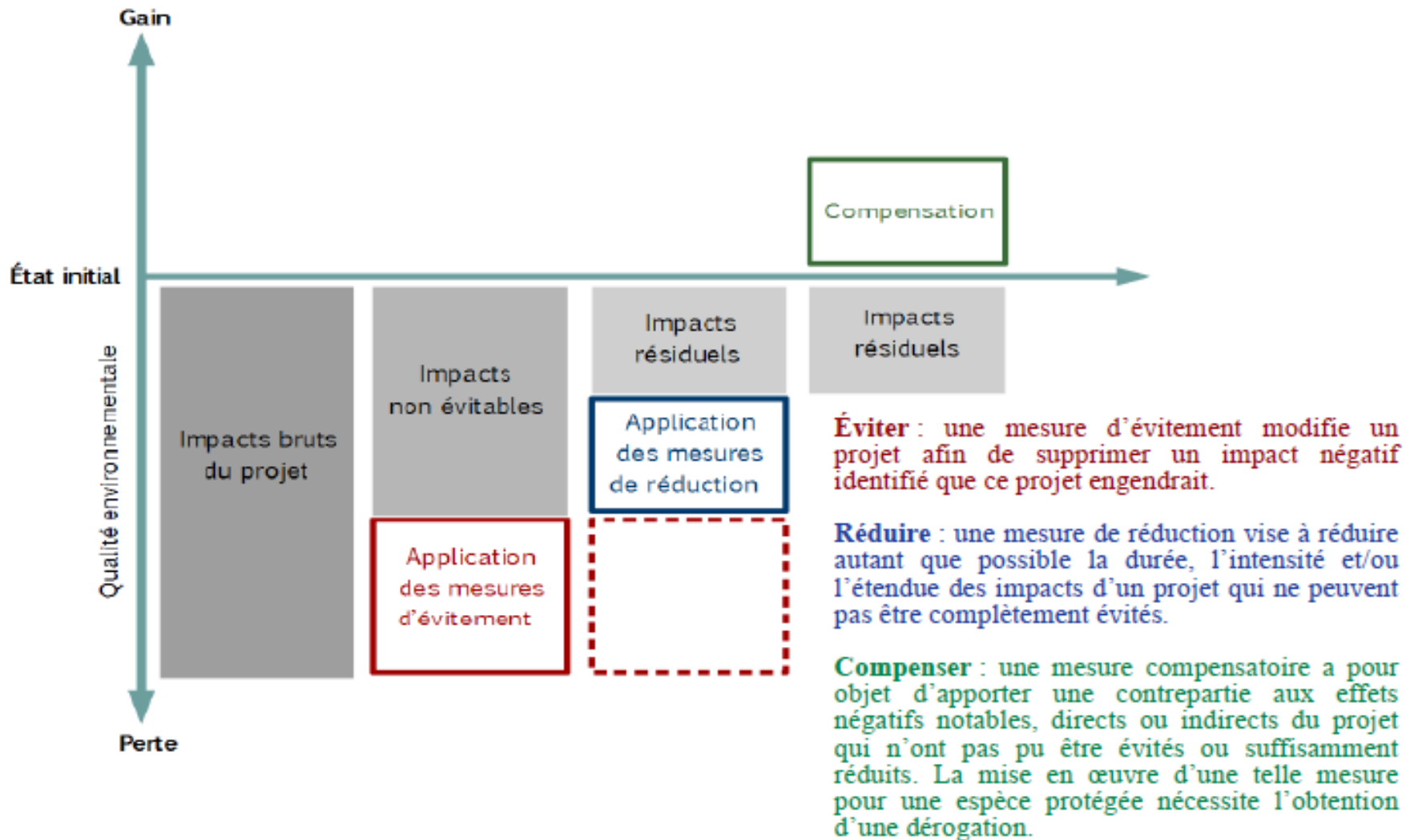
⇒ Les mesures ERC prescrites : les grands principes

- Proportionnalité / équivalence écologique
- Proximité géographique et temporelle
- Faisabilité / efficacité
- Suivi / Contrôlabilité



La complémentarité des services

Focus sur l'autorisation environnementale IOTA et les dérogations EP



Commissariat général au développement durable

Évaluation environnementale
Guide d'aide à la définition des mesures ERC

JANVIER 2018



La complémentarité des services

Focus sur l'autorisation environnementale IOTA et les dérogations EP

- **La notion d'évitement dans l'autorisation environnementale**

Objectif : modifier un projet afin de supprimer **totale**ment un impact négatif identifié que ce projet engendrerait sur un milieu ou une espèce ciblée

3 types d'évitement :

- évitement **en termes d'opportunité de projet** : faire ou ne pas faire le projet
- évitement **géographique** : faire ailleurs ou faire moins
- évitement **technique** : faire autrement



- à l'échelle du périmètre
d'urbanisation
ET
- à l'échelle du périmètre
du projet

Phase amont



Evitement : dès commencement du projet => pré-identification des enjeux environnementaux de façon très précoce (carto CE, ZH, espèces pro...)

Evitement : suppression totale des impacts

Associer les services de l'Etat dès le début des projets permet d'identifier certains enjeux

Saisie possible de la DDTM par le pétitionnaire pour une « phase amont » avec participation de l'ensemble des services contributeurs

Instruction du dossier



Contrôle du respect de l'ensemble des prescriptions générales et notamment de la séquence ERC au sein du dossier

Echanges et demande éventuelle de compléments

Délivrance de l'arrêté d'autorisation du projet avec les mesures ERC associées

Une fois l'autorisation délivrée, le suivi et le contrôle des mesures ERC

Contrôles de terrain => Par les services de l'Etat et/ou l'OFB

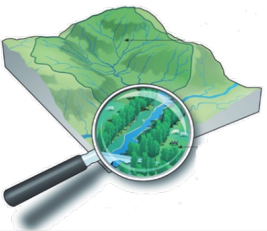
- Exécution des mesures
- Efficacité des mesures
- Respect des autres modalités de l'acte d'autorisation



En cas d'atteintes à l'environnement ou de non respect des engagements initiaux ou de prescriptions => des suites administratives ou judiciaires peuvent être engagées

Suivis écologiques => Par le porteur de projet

- Exécution des mesures
- Efficacité des mesures



⇒ Relevés de terrain
⇒ Rédaction de rapports à destination des services de l'Etat

Suivi administratif => Par les services de l'Etat

⇒ Analyse des rapports de suivi



Les mesures compensatoires doivent être ajustées / complétées si besoin au fil du temps

La coordination des contrôles au sein des services DDTM – OFB

- **Une stratégie conjointe d'intervention thématique, territorialisée et volumétrique**

- Définition des rôles au travers d'un plan de contrôle conjoint établi par la MISEN, validé par le préfet et le procureur de la république

- **Une coordination des services de contrôle au sein de la MISEN en phase travaux et exploitation**

- Les contrôles **administratifs**, pour le compte du **préfet**

- * *DDTM = service pilote et coordonnateur des contrôles*

- * *OFB = service contributeur*

- *Analyse de l'efficacité des mesures ERC*

- *Appui / expertise dans différents domaines dont notamment : zones humides, restauration de cours d'eau, protection des espèces protégées terrestres et marines et de leurs habitats, continuité écologique*

- Les contrôles **judiciaires**, pour le compte du **procureur de la république**

- * *OFB ou DDTM = service pilote en fonction de la thématique et discussion entre services*

- *Non-respect de l'obligation de mise en œuvre d'une mesure ERC, avec impact sur le milieu ou une EP*

- *Non-respect d'une mise en demeure*

Application des mesures ERC - Contrôle et sanctions

• Plusieurs types de sanctions

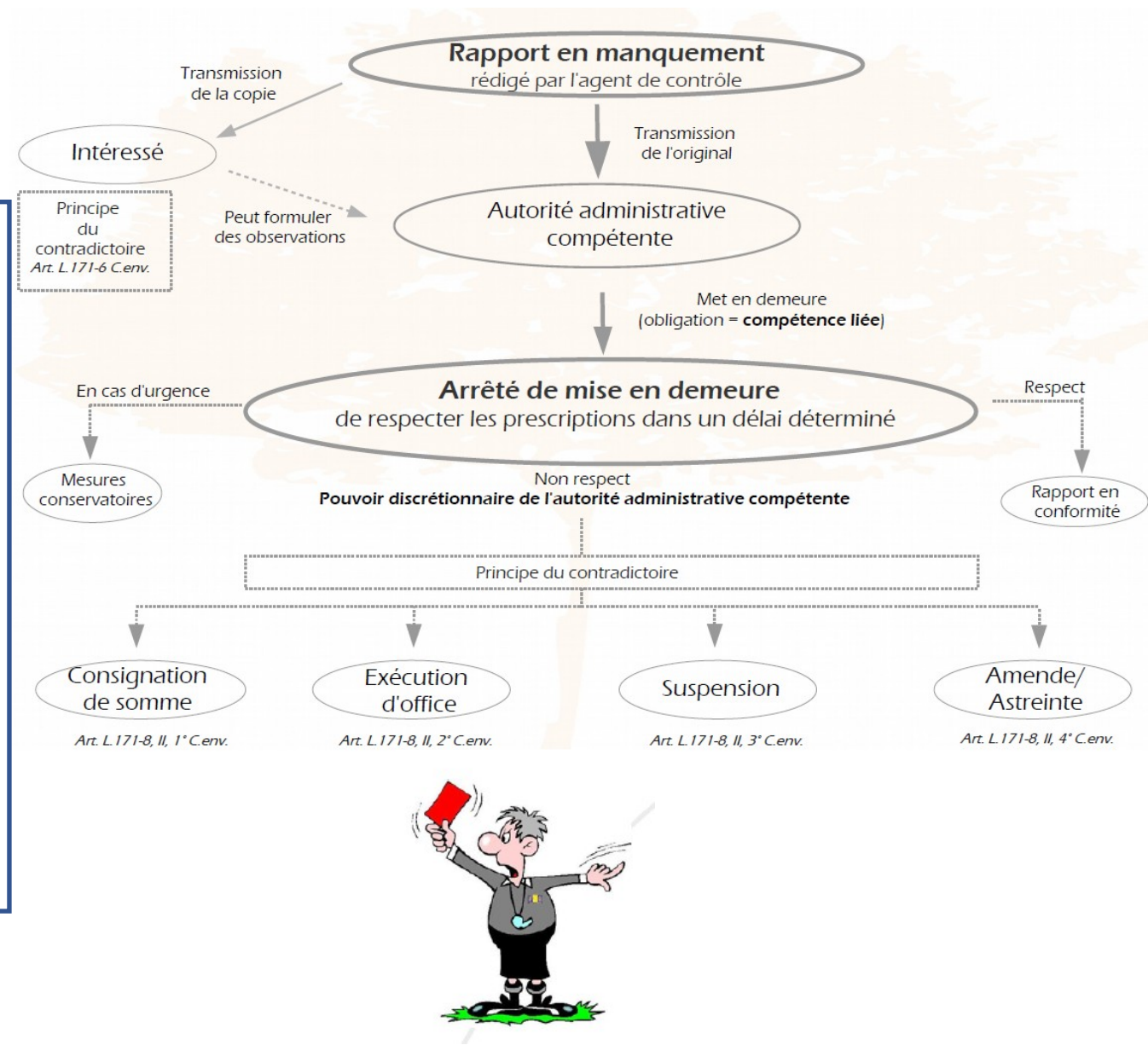
- administratives (L. 171-8 du code de l'environnement)

Au préalable : constat d'une non-conformité

- * rapport de manquement administratif (RMA)
- * mise en demeure

Par décision du préfet, en cas de non-respect d'une mise en demeure

- mise en place de mesures conservatoires et de suspension
- consignation financière, exécution d'office des travaux
- suspension, astreinte, amende administrative proportionnée
- suppression, fermeture, cessation définitive des travaux, remise en état



Application des mesures ERC - Contrôle et sanctions



• Plusieurs types de sanctions

- pénales

Au préalable : constat d'une infraction

** procès-verbal transmis à l'autorité judiciaire (procureur) qui prend les décisions suivantes :*

- * classement sans suite*
- * transaction pénale*
- * alternative aux poursuites (ordonnance, composition pénale avec remise en état...)*
- * poursuite judiciaire*

Par décision de justice, en cas de poursuite

- amende contraventionnelle / délictuelle
- peine d'emprisonnement
- peines complémentaires : suspension, publication de la condamnation....

Infraction	Peine	Ref CE
Défaut de déclaration	5 ^{ème} cl 1 500 €	R. 216-12
Non respect d'un arrêté ministériel ou préfectoral	5 ^{ème} cl	R.216-12-3°
Exploiter un ouvrage sans respecter les dispositions relatives : 1° A la circulation des poissons migrateurs, 2° Au débit minimal prévu ou arrêté en application de l'art L.214-18 3° Au débit affecté à un usage d'utilité publique, arrêté en application de l'art L. 214-9	75 000€	L. 216-7
Exploiter 1 installation ou 1 ouvrage, réaliser des travaux en violation d'un refus d'autorisation	2 ans prison 100 000€	L. 173-1
Violation de mises en demeure Eau et nature	1 an de prison 15 000€	L.173-2
Violation des interdictions ou des prescriptions prévues par les dispositions de l'art L. 411-1 et par les règlements ou les décisions individuelles pris en application de l'art L. 411-2	3 ans prison 150 000€	L415-3



© OFB

Merci de votre attention